

Message du MSC sur l'exercice de reddition de comptes du GC.

Lier le CSA à ce qui se passe sur le terrain est aujourd'hui plus important que jamais, surtout en ces temps de crises qui accompagnent COVID-19.

Cet exercice de reddition de comptes démontre l'engagement croissant des membres du groupe consultatif dans l'utilisation et l'application des instruments du CSA, ce qui est encourageant. Cependant, nous savons tous qu'il est possible de faire beaucoup plus, et de manière plus coordonnée. Si le lien entre les résultats négociés à Rome et les résultats obtenus sur le terrain est efficace, alors le CSA peut faire une réelle différence dans la lutte pour parvenir à la sécurité alimentaire et la nutrition en rendant ses politiques utiles à ce qui se passe dans les pays.

Par exemple : l'exercice de suivi des recommandations politiques du CSA sur les petits exploitants, dont nous avons rendu compte l'année dernière, a permis d'illustrer la manière dont les gouvernements, les agences et les organisations de petits producteurs alimentaires ont utilisé les politiques du CSA dans leurs efforts sur le terrain. Dans la crise actuelle, ces politiques visant à garantir l'accès des petits exploitants aux marchés ou encore les politiques de soutien aux investissements dans la petite agriculture sont fondamentales et doivent être mises en œuvre à l'échelle mondiale.

Un autre exemple est l'effort de suivi actuellement en cours sur l'utilisation et l'application du "Cadre d'action pour la sécurité alimentaire dans les crises prolongées" (CDA FFA) : cet instrument est extrêmement pertinent pour les personnes et les décideurs sur le terrain.

Nous soutenons pleinement la Présidence et tous les membres et participants qui estiment que le CSA peut encore améliorer son efficacité et sa visibilité grâce à une meilleure utilisation et une application renforcée de ses résultats politiques, dont il ne fait aucun doute qu'elles sont fortement adéquates et adaptées aux réalités sur le terrain.

Renforcer les liens entre le CSA et les acteurs concernés sur le terrain et rendre les résultats des politiques du CSA plus utiles pour les pays et les populations a été une préoccupation majeure de l'évaluation du CSA et de la [réponse du CSA à cette évaluation](#). À cet égard, les paragraphes 28 à 33 du rapport de base sur la mise en œuvre (en particulier les paragraphes 28 et 29) requièrent une grande attention de la part des membres et des participants du CSA, et plus concrètement les actions mentionnées dans les annexes E et C.

Ces actions spécifiques ont été discutées et approuvées par le CSA au cours du processus d'évaluation et doivent être mises en œuvre sans attendre. Il est certain qu'elles exigent un rôle de premier plan de la part des États membres, ainsi qu'un rôle très actif et de soutien des agences basées à Rome, et requièrent l'engagement total de tous les acteurs impliqués dans le CSA.

Afin d'avancer concrètement, nous proposons qu'un point de l'ordre du jour de l'une des prochaines réunions du Bureau et du Groupe consultatif du CSA soit consacré à la question de savoir comment mieux mettre en œuvre ces actions convenues, en tirant les leçons des expériences réussies.